

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 164-22-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
système de traitement bagages au départ à
l'aéroport d'Agadir Al Massira**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	13
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	13
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	14
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	14
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	14
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	15
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	15
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	16
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6

ARTICLE 10 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS _____	7
ARTICLE 11 :	DROIT APPLICABLE _____	7
ARTICLE 12 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	7
ARTICLE 13 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	7
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES _____	7

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 9

ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	9
ARTICLE 16 :	CONTROLE ET VERIFICATION _____	9
ARTICLE 17 :	BREVETS _____	9
ARTICLE 18 :	NORMES _____	9
ARTICLE 19 :	GARANTIE PARTICULIERE _____	9
ARTICLE 20 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT _____	10
ARTICLE 21 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS _____	10
ARTICLE 22 :	DELAI D'EXECUTION ET LIEUX DE LIVRAISON _____	10
ARTICLE 23 :	PENALITES POUR RETARD _____	10
ARTICLE 24 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	11
ARTICLE 25 :	RECEPTION DES PRESTATIONS _____	11
ARTICLE 26 :	DELAI DE GARANTIE _____	12
ARTICLE 27 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	12
ARTICLE 28 :	MODE DE PAIEMENT _____	12
ARTICLE 29 :	CIRCULATION DU PERSONNEL _____	13
ARTICLE 30 :	ENVIRONNEMENT OPERATIONNEL _____	13
ARTICLE 31 :	DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATION _____	13
ARTICLE 32 :	SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MATERIEL A FOURNIR _____	14
ARTICLE 33 :	SPECIFICATION DES PRESTATIONS ATTENDUES _____	30
ARTICLE 34 :	ESSAIS ET TESTS D'ACCEPTATION _____	32
ARTICLE 35 :	ENTRETIEN ET DÉPANNAGE / GARANTIE _____	32
ARTICLE 36 :	PLANS D'EXÉCUTION. _____	32
ARTICLE 37 :	FORMATION _____	32
ARTICLE 38 :	DOCUMENTATION _____	33
ARTICLE 39 :	DEFINITIONS DES PRIX _____	33

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 164-22-AOO

Le **mardi 29 novembre 2022 à 10H00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Les plans imprimés sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix **de 7,00 DHS.**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **156 000,00 DHS.**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **10 428 000,00 DHS.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

N.B : Une visite des lieux, non obligatoire, sera organisée au profit des concurrents intéressés le mardi 15 novembre 2022 À 10h00 à l'Aéroport d'Agadir Al Massira.

(Contact : Gsm : 06 94 70 22 07)

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 164-22-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
système de traitement bagages au départ à
l'aéroport d'Agadir Al Massira**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	13
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	13
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	14
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	14
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	14
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	15
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	15
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	16
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle de la caution personnelle et solidaire ;
05. Le modèle d'acte d'engagement ;
06. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
07. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
08. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
09. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.
- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa

copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres

NB 1 : Lorsque l'avis d'appel d'offres précise que la soumission par voie électronique est obligatoire, la constitution du **cautionnement provisoire** s'effectue par voie électronique, **via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1982-21 du 9 joumada I 1443 (14 décembre 2021), relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

Par ailleurs, lorsque l'avis d'appel d'offres ne précise pas que la soumission par voie électronique est obligatoire :

- Si le concurrent opte pour une soumission sur support papier, le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini au présent article ;
- Si le concurrent opte pour une soumission électronique, le cautionnement provisoire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini au présent article, sauf si sa constitution est effectuée électroniquement via le portail des marchés publics dans les conditions fixées par l'article 14 de l'arrêté cité ci-dessous.

NB 2 : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB 3 : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

A. Lorsque la soumission par voie électronique n'est pas obligatoire :

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes distinctes :

- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;

2. Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes distinctes :

- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
- c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

B. Lorsque la soumission par voie électronique est obligatoire :

Lorsque l'avis d'appel d'offres précise que **la soumission par voie électronique est obligatoire**, Il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les

dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

A. Lorsque la soumission par voie électronique **n'est pas obligatoire** :

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) ;
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021), relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte, **de son propre choix**, pour la soumission par voie électronique, toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

B. Lorsque la soumission par voie électronique **est obligatoire** :

Lorsque l'avis d'appel d'offres précise que **la soumission par voie électronique est obligatoire, les plis des concurrents** doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

C. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires..

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis.**

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique, à l'exception des pièces non encore dématérialisées.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

- a. **Tout pli déposé, sur support papier**, peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis sur demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.
- b. **Tout pli déposé électroniquement** peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- c. **Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Lorsque la soumission par voie électronique n'est pas obligatoire, l'ouverture des plis des concurrents présentés **sur support papier** et des plis **transmis par voie électronique** se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Les offres des concurrents, déposées **sur support papier** sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES





L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Mohammed V – Nouasseur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 7 000 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2017 et 2022**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

1. Les fiches techniques des équipements proposés en spécifiant la marque et le modèle (Convoyeurs, ATR, pré-actionneurs, API) ;
2. Les fiches techniques du constructeur/éditeur des équipements informatiques proposés : Serveurs, switches et poste opérateur ;
3. Schéma synoptique de la solution proposée ;
4. L'original ou une copie des Certificats ou déclarations de conformité des équipements STB proposées par rapport aux exigences de l'article : « Spécification techniques du matériel à fournir » du Cahier des Prescriptions Spéciales.
5. Organigramme nominatif de l'équipe projet avec désignation de chaque membre de l'équipe et le poste qui lui est réservé ;

Profils exigés du personnel minimum affecté au projet :

- **Un (1) chef de projet** : Ingénieur de formation Bac + 5 au minimum de spécialité technique en mécanique, électromécanique, électrique, automatisme ou équivalent disposant d'une expérience de **5 ans** minimum dans des projets similaires.
- **Quatre (4) techniciens** de spécialité technique en mécanique, électromécanique, électrique, automatisme ou équivalent disposant d'une expérience de **3 ans** minimum dans des projets similaires.

Fournir pour tous les profils ci-dessus :

6. Les CV nominatifs de l'équipe projet précisant les diplômes, les qualités et les anciennetés dans le domaine des prestations objet du présent appel d'offres ;
7. Les copies des diplômes et/ou certificats.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **164-22-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**Constitution d'une caution personnelle et solidaire
au titre du cautionnement provisoire**

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société **(**)**) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société **(**)**), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société **(**)**) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 164-22-AOO relatif à « Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

*[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.*

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **164-22-AOO** du **mardi 29 novembre 2022**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. Y COMPRIS DROITS DE DOUANES: (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)
AO N° : 164-22-AOO
Objet : Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira

N° Prix	Désignation des prestations	UDM	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA EN CHIFFRES (*)	Prix Total Hors TVA EN CHIFFRES
1	Fourniture de la ligne HF: Table de pesage Hors Format	E	1		
2	Fourniture de la ligne HF: Convoyeurs d'acheminement amont RX	E	1		
3	Fourniture de la ligne HF: Table à rouleaux pour bagages HF	U	1		
4	Fourniture de collecteur avec habillage en acier inoxydable	E	1		
5	Fourniture de rideau anti-intrusion avec rideau à lanières	E	3		
6	Fourniture de rideaux coupe-feu	E	3		
7	Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement/ Cadencement amont EDS	E	12		
8	Fourniture de convoyeurs courbes d'acheminement amont EDS	E	2		
9	Fourniture de contrôleur de gabarit amont EDS	E	2		
10	Fourniture de convoyeurs d'acheminement à sens unique aval EDS	E	9		
11	Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement à double sens aval EDS	E	3		
12	Fourniture de convoyeurs d'acheminement courbe double sens aval EDS	E	2		
13	Fourniture de convoyeurs d'injection sur carrousel	E	4		

N° Prix	Désignation des prestations	UDM	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA EN CHIFFRES (*)	Prix Total Hors TVA EN CHIFFRES
14	Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement des bagages rejetés à sens unique	E	4		
15	Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement des bagages rejetés à double sens	E	2		
16	Fourniture d'un carrousel plat à écailles souples	ML	65		
17	Fourniture de table à rouleaux pour bagages rejetés	U	1		
18	Fourniture d'escaliers métalliques	E	4		
19	Fourniture de panneaux grillagés et portes d'accès grillagées	ML	50		
20	Fourniture de protection métallique pour le circuit de circulation	ML	80		
21	Fourniture d'ensemble d'onduleurs de fonctionnement globale de STB	E	1		
22	Fournitures d'ensemble de lecteurs code à barres (360°)	U	3		
23	Fourniture de câbles, chemin de câbles et armoire de distribution électrique	E	2		
24	Fourniture d'ensemble d'armoire PLC et d'accessoire de contrôle commande	E	2		
25	Fourniture d'ensemble d'équipements informatiques	E	1		
26	Fourniture de mobilier de bureau pour les postes de maintenance et d'exploitation	E	2		
27	Fourniture d'un bureau opérateur à la zone des bagages rejetés	E	1		
28	Fourniture de logiciels d'exploitation et de supervision avec licence	E	1		
29	Fourniture de logiciel de programmation des API avec licence	E	1		
30	Fourniture des écrans FIDS y compris supports et câblage	E	2		
31	Démontage de carrousel et lignes existants et transport jusqu'à la zone de stockage	F	1		

N° Prix	Désignation des prestations	UDM	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA EN CHIFFRES (*)	Prix Total Hors TVA EN CHIFFRES
32	Reconfiguration de carrousel y compris toute sujétion	E	1		
33	Pose et installation des nouvelles lignes de traitement bagages	E	1		
34	Ajustement mécanique, câblage et intégration des équipements d'enregistrements existants	E	1		
35	Intégration des machines de sûreté (EDS3)	E	2		
36	Interfaçage avec les machines RX (Ligne OOG et bagages rejetés)	E	2		
37	Paramétrage de l'interface avec les systèmes d'information de l'aéroport	F	1		
38	Tests et essais: Essais en usine et precommissioning de l'installation sur site (Tests unitaires, d'intégration et fonctionnels et SAT)	F	1		
39	Mise en service de l'installation	F	1		
40	Livrables documentaires: Spécifications fonctionnelle de la conception, Etude FMD, Manuels de maintenance, Manuels d'exploitation, Schémas et plans As-Built	E	1		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



المكتب الوطني للمطارات
Office National Des Aéroports

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 164-22-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
système de traitement bagages au départ à
l'aéroport d'Agadir Al Massira**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	9
ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE	9
ARTICLE 16 : CONTROLE ET VERIFICATION	9
ARTICLE 17 : BREVETS	9
ARTICLE 18 : NORMES	9
ARTICLE 19 : GARANTIE PARTICULIERE	9
ARTICLE 20 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	10
ARTICLE 21 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	10
ARTICLE 22 : DELAI D'EXECUTION ET LIEUX DE LIVRAISON	10
ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 24 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 25 : RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE	12
ARTICLE 27 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 28 : MODE DE PAIEMENT	12
ARTICLE 29 : CIRCULATION DU PERSONNEL	13
ARTICLE 30 : ENVIRONNEMENT OPERATIONNEL	13
ARTICLE 31 : DESCRIPTION DES FOURNITURES	13
ARTICLE 32 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MATERIEL A FOURNIR.	14
ARTICLE 33 : ESSAIS	32
ARTICLE 34 : ENTRETIEN ET DÉPANNAGE / GARANTIE	32
ARTICLE 35 : PLANS D'EXÉCUTION.	32
ARTICLE 36 : FORMATION	32

ARTICLE 37 :	DOCUMENTATION_____	33
ARTICLE 38 :	DEFINITIONS DES PRIX_____	33

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et le(s) plan(s) guide(s) ci-joint(s).

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le(s) plan(s) guide(s) ;
- 6) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché ; le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations.
- Avoir fait tous calculs et sous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer les prix des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;

- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché

pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

A la demande du prestataire et à sa place, l'ONDA **peut payer**, le cas échéant, **directement et seulement** les impôts et taxes à l'importation y compris droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les prestations de service réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **la Direction des Infrastructures**.

ARTICLE 16 : CONTROLE ET VERIFICATION

L'ONDA aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au fournisseur l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le titulaire devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA dans un délai de **trente (30) jours**.

Le droit de l'ONDA de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et l'ONDA n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le titulaire de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 17 : BREVETS

Le titulaire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 18 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution du présent marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 19 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement. Le titulaire garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications de l'ONDA) ou à tout acte ou omission du titulaire, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

L'ONDA notifiera au titulaire par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

À la réception d'une telle notification, le titulaire, dans un délai de **48 heures**, remplacera les fournitures non conformes sans frais pour l'ONDA.

Si le prestataire, après notification, manque à se conformer à la notification de l'ONDA, dans le délai précité, ce dernier applique les mesures coercitives nécessaires, aux risques et frais du titulaire et sans préjudice de tout autre recours de l'ONDA contre le titulaire en application des clauses du marché.

ARTICLE 20 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Dix (10) jours calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au Service de sécurité de l'Aéroport, par l'intermédiaire de l'ONDA, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'**Office National Des Aéroports**, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 21 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

L'Entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'Etat ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres prestations.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'Entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux.

ARTICLE 22 : DELAI D'EXECUTION ET LIEUX DE LIVRAISON

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à **Huit (08) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard.

1-En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCACT la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCACT.

2-En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations : Par application de l'article 66 du CCACT la pénalité est plafonnée à **deux pour Cent (2 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 24 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 25 : RECEPTION DES PRESTATIONS

1 : RECEPTIONS DES EQUIPEMENTS EN USINE

Les fournitures objet du présent marché ne seront livrées qu'après réception en usine par des responsables de l'ONDA.

Durant cette réception, les représentants de l'ONDA procéderont à toutes les vérifications nécessaires pour attester le bon fonctionnement et la conformité des équipements suivant une procédure qui sera validé en avance par le maître d'ouvrage.

Le fournisseur prendra en charge trois représentants de l'ONDA pour une durée de cinq jours ouvrable pour la FAT.

La prise en charge des représentants de l'ONDA par le prestataire inclura les titres de transport (billets d'avion) et l'hébergement à l'hôtel.

Ces représentants assisteront, chez les fabricants, au déroulement des réceptions en usine FAT (FACTORY ACCEPTANCE TEST) d'un échantillon par famille des équipements STB en présence des experts désignés par le constructeur.

Le document FAT sera renseigné et signé dans les locaux du constructeur par les représentants de l'ONDA, le constructeur et le titulaire du projet le cas échéant.

2 : RECEPTION DES EQUIPEMENTS SUR SITE

Tous les équipements et leurs accessoires seront livrés à l'aéroport d'Agadir Al Massira. Un procès-verbal de réception sur site sera établi et signé par les représentants de l'ONDA.

A la date de réception sur site, La propriété des équipements est transférée à l'ONDA conformément au 5ème paragraphe de l'article 64 du C.C.A.G.T.

3 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire des fournitures sera conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

4 : RECEPTION DEFINITIVE :

La réception définitive sera prononcée **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire.

La réception définitive sera prononcée après la date du procès-verbal de la réception provisoire conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, le prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 27 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 28 : MODE DE PAIEMENT

L'Office National Des Aéroports se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de l'entrepreneur, indiqué sur l'Acte d'Engagement.

Les paiements des prestations seront effectués comme suit :

❖ **40 %** du prix des équipements à la réception sur site du matériel sur présentation de factures en cinq exemplaires dûment validées par les responsables habilités de l'ONDA, déduction faite des droits et taxes et autres frais payés par l'ONDA conformément à l'article « droits et taxes » du chapitre 1 du présent marché, le cas échéant.

❖ **Le reliquat** sera payé à la réception provisoire du marché déduction faite de **7%** représentant la retenue de garantie qui peut être remplacée par une caution de même valeur libérée à la réception définitive.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou par une lettre de crédit irrévocable et confirmée par la banque du fournisseur.

Si le titulaire du marché opte pour le mode de paiement par lettre de crédit, tous les frais et accessoires relatifs à l'ouverture de la lettre de crédit sont à la charge du prestataire.

Les paiements et réceptions partiels sont autorisés

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90)** à compter de la date de réception des prestations demandées et sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 29 : CIRCULATION DU PERSONNEL

Le prestataire du marché devra remettre à l'O.N.D.A. la liste nominative du personnel ainsi que les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour l'intervention de ce personnel à l'Aéroport.

Le personnel du prestataire devra se confiner dans l'emplacement désigner pour l'exécution des travaux d'entretien et ne devra pas pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'Aéroport.

ARTICLE 30 : ENVIRONNEMENT OPERATIONNEL**Températures**

- Température extérieure maximale : +55°C
- Température extérieure minimale : -5°C
- Température moyenne en hiver : +3°C
- Température sèche moyenne en été : +45°C

Conditions générales d'exploitation demandées : température de 0°C à 50 °C.

Une plage contractuelle de température de 0° à 50 °C est à considérer par les entreprises pour le fonctionnement de l'installation.

Le titulaire du présent marché devra garantir le fonctionnement de son installation dans des conditions de température comprises à l'intérieur de cette plage

ARTICLE 31 : DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATION

Les travaux consistent à la « Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira ».

Le projet de mise à niveau du système de traitement des bagages au départ de l'aéroport d'Agadir sera constitué de :

- Fourniture d'un convoyeur collecteur en acier inoxydable à la zone d'enregistrement,
- Fourniture d'un tapis peseur pour les bagages hors format,
- Fourniture de volets coupe-feu 2h,
- Fourniture d'un ensemble de volets anti-intrusion équipés de rideaux à lanières,
- Fourniture de lignes d'acheminement et de cadencement des bagages amont EDS,
- Fourniture de lecteurs code à barre 360°,
- Fourniture de lignes de convoyage de suivi des bagages aval EDS,
- Fourniture de ligne de traitement des bagages rejetés niveau 2,
- Fourniture d'ensemble d'armoires de distribution électrique y compris câbles et accessoires,
- Fourniture d'armoire de commande et d'automatisme y compris des accessoires électrique tel que : API, modules I/O, Signalisations, Cellules, Connectiques,....)
- Fourniture de logiciel de supervision et logiciel de programmation des API,
- Fourniture d'un logiciel d'exploitation,

- Fourniture de mobilier de bureau pour les postes d'exploitation et de supervision,
- Fourniture d'ensemble de protection pare-chariot,
- Fourniture d'escaliers métalliques pour le passage du personnel,
- Fourniture d'écrans d'affichage de vols avec support adapté,
- Fourniture de tables à rouleaux pour le circuit HF et bagages rejeté,
- Fourniture d'un bureau climatisé en cloisons amovibles avec faces vitrées avec climatiseur, câblage et éclairage pour le poste de réinspection des bagages rejetés.
- Intégration des équipements de sûreté existants (EDS standard 3 et X ray),
- Reconfiguration des carrousels des bagages au départ,
- Démontage et mise en condition de stockage des lignes existants,
- Montage et mise en service de l'installation avec un phasage adapté aux conditions de continuité de service d'exploitation,
- Protection de la zone d'installation en phase des travaux avec signalisation adaptée,

Le matériel sera d'un design particulièrement soigné, doté d'une ergonomie adaptée aux opérateurs. Il sera conçu pour répondre aux normes de sécurité IATA, pour un fonctionnement en continu, dans les conditions ambiantes de température (0 à 55°C).

ARTICLE 32 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU MATERIEL A FOURNIR

1. Tapis d'enregistrement bagage HF (pesage) :

1.1. Fonction :

Matériel destiné à la dépose, pesage, étiquetage/injection d'un bagage hors format.

Ce matériel d'un design particulièrement soigné, doté d'une ergonomie adaptée au confort du passager et au poste de travail de l'hôtesse, fonctionne dans des conditions totales de sécurité et très faible niveau sonore. Il est conçu pour recevoir les bagages hors format selon la norme IATA.

Une solution sera étudiée par le fournisseur afin de condamner le fonctionnement de la ligne HF en cas d'absence de l'agent de sûreté, vu la distance limitée entre la tapis de pesage et la machine RX.

La conception des habillages en acier inox particulièrement esthétique, est adaptée pour interdire tout accrochage de lanières, en insérant des éléments de glissement pour chanfreiner les angles vifs.

1.2. Caractéristiques techniques :

- Module incliné, panneaux d'habillage en tôle inox de 2mm,
- Largeur de la bande : 1 000 mm,
- Niveaux de dépose 320mm,
- Vitesse bande 20 à 30m/mn,
- Bascule électronique bi-capteurs portée min 200kg,
- Affichage digital à double visualisation composé de deux afficheurs (Agent d'enregistrement assurant les fonctionnalités standard d'affichage poids (4 chiffres), cumul (6 chiffres), nombre de pesées (2 chiffres) ainsi que les boutons ZERO, RAZ et CUMUL, et côté passager assurant l'affichage de poids, cumul et nombre de pesées),
- Sens d'entraînement : tapis bidirectionnel,

- Equipé de dispositif anti-pincement sur la face avant,
- Type de la bande : Quadrillée ISO 340 ou antidérapante suivant la solution proposée,

Châssis de pesage :

Ce châssis métallique mécano-soudé avec une protection par peinture, supporte en partie haute le châssis de convoyage décrit ci-dessous. Ce châssis de pesage est supporté par le châssis support.

Il reçoit le boîtier permettant les raccordements des capteurs de pesage à une prise électrique débrochable pour les opérations de maintenance.

- Un ensemble de prises électriques mâles situé en face arrière, pour la connexion du moteur, et système anti pincement du tapis de pesage,
- De butées réglables permettent d'assurer le positionnement de ce tapis par rapport au tapis aval,
- Equipé d'amortisseurs de chocs et de butée mécanique fonctionnant en cas de surcharge,
- Un système de blocage en translation (limite de course) afin d'assurer une sécurité au regard de l'arrachage des câbles électriques lors d'opérations de maintenance (chaîne ou autre solution),
- Des habillages en acier inoxydable fixés en face avant de ce châssis,

Châssis de convoyage :

Ce châssis métallique mécano-soudé est très rigide, il ne doit en aucun cas se déformer de manière à ne pas engendrer de dérèglages de bande quel que soit le sens de rotation du tambour moteur, il comprend :

- Les supports réglables du tambour moteur et du tambour de tension afin d'assurer une perpendicularité de ces tambours par rapport au sens de défilement de la bande,
- Un tambour moteur, un tambour de tension, 2 tambours de renvoi,

2. Convoyeur collecteur :

2.1. Fonction :

Installé en zone passagers, ce transporteur doit être conçu pour collecter les bagages en sortie des postes d'enregistrement (check-in) ou utilisé en dépose manuelle par le personnel.

Son design doit être particulièrement soigné, tous les éléments visibles doivent être en acier inox poli et son niveau sonore serait très bas.

2.2. Caractéristiques principales :

- Type d'entraînement : standard SEW ou équivalent ;
- Charge statique 150 kg/ml ;
- Charge dynamique 100 Kg/ml ;
- Hauteur sur bande standard 400mm, minimum 320mm ;
- Bande largeur 1 000 mm antistatique et anti-flamme ISO 340.
- Vitesse standard de 20 à 30 m/mn.
- Habillage en tôle inox d'épaisseur minimum de 2mm,
- Protection des parties non visibles par peinture dont la RAL est à soumettre au préalable à l'approbation du MO.
- Espacement maximal entre deux convoyeurs collecteurs ne doit pas dépasser 50mm dans le cas de deux convoyeurs non colinéaires.

Entraînement :

- La tête de commande tension est placée en intermédiaire entre 2 modules d'injections, offrant une possibilité de retrait en cas de remplacement.
- Groupe d'entraînement à arbre creux monté en extérieur côté opposé aux check-in en prise directe sur le tambour de commande, antibruit,

3. Convoyeurs d'acheminement :

3.1. Fonction :

Conçu pour transport rapide des bagages en tous points d'un système départ et arrivée en milieu aéroportuaire, il doit être modulaire et conforme aux normes de sécurité

3.2. Caractéristiques Principales :

- Type d'entraînement : standard SEW ou équivalent ;
- Charge statique 150 kg/ml ;
- Charge dynamique 100 Kg/ml ;
- Longueur maxi **6000 mm** ;
- Bande largeur 1 000mm antistatique ISO 340 lisse (convoyeurs plats) ou adhérente (Pour les convoyeurs présentant une pente) ;
- Vitesse standard de 20 à 30 m/mn ;
- Montage sur pieds ;

4. Convoyeur cadenceurs :

4.1. Fonction :

Utilisé dans le tri et le contrôle de bagages. Il permet l'accumulation et la séparation des bagages avant l'EDS, ainsi que le cadencement des bagages dont tous les points nécessitant une séparation et une adaptation de flux de ces derniers.

4.2. Caractéristiques Principales :

- Type d'entraînement : standard SEW ou équivalent
- Charge statique 150 kg/ml
- Charge dynamique 100 Kg/ml
- Bande largeur 1 000mm antistatique ISO 340 lisse ou adhérente,
- Longueur de 1200 à 2000mm
- Vitesse standard de 20 à 30 m/mn,
- Montage sur pieds

5. Convoyeur de suivi :

5.1. Fonction :

Utilisé pour le suivi des bagages après l'EDS tout en assurant la réconciliation avec la décision sûreté.

Toute manipulation des bagages à ce stade doit engendrer le rejet automatique de ce dernier et/ou sa réinspection par la machine de sûreté. Le réglage des paramètres de suivi sera donc ajusté afin d'assurer l'élimination des glissements des bagages occasionnés par le passage entre les convoyeur ...

5.2. Caractéristiques Principales :

- Type d'entraînement : standard SEW ou équivalent
- Charge statique 150 kg/ml
- Charge dynamique 100 Kg/ml
- Bande largeur 1 000mm antistatique ISO 340 lisse ou adhérente,
- Longueur de 1200 à 4000mm (selon la fonction)
- Vitesse standard de 20 à 30 m/mn,

- Montage sur pieds

6. Convoyeur courbe :

6.1. Fonction :

Conçu pour le transport des bagages en tous points du système « au départ » pour un changement fluide de la direction d'acheminement des bagages avec la possibilité d'inverser le sens d'entraînement.

6.2. Caractéristiques Principales :

- Type d'entraînement : standard SEW ou équivalent
- Charge statique 150 kg/ml
- Charge dynamique 120 Kg/ml
- Bande largeur 1 000mm antistatique ISO 340 lisse ou adhérente,
- Tambour avant et arrière conique diamètre 100 mm
- Vitesse standard de 20 à 30 m/mn,
- Montage sur pieds
- Angle 90°,

7. Carrousel plat à écailles souples :

7.1. Fonction :

Le carrousel sera constitué par une surface sans fin (tablier porteur).

Un circuit complet est constitué de sections rectilignes et courbes qui s'adaptent parfaitement à toutes les configurations dont la surface d'appui demeure rigoureusement plane et esthétique dans le temps. Le chargement est effectué par un transporteur à bande droit.

7.2. Caractéristiques principales :

- Charge statique 1500 N/ml,
- Charge dynamique 800 N/ml ;
- Largeur utile 1 010 mm minimum,
- Largeur mini d'écaille 980 mm, noire,
- Vitesse 20 m/mn à 30 m/mn,
- Démarreur électrique progressif.

Tablier mobile :

Il sera constitué :

- D'un ensemble d'écailles souples :
 - o Largeur mini : 980 mm, Longueur : 430 mm environ, Epaisseur : 5 à 6mm.
 - o Matière : PVC synthétique extrudé. Procédé conférant une grande stabilité des matériaux dans le temps et évitant toute déformation dans le temps.
 - o Couleur noire, aspect satiné.
 - o Classement au feu standard en PVC, classée M4 au test de réaction au feu normalisé NFP92-501.
 - o Les écailles se recouvrent de façon à former un tablier continu sans interstice.
- De supports d'écailles :

Ils sont en tôle d'acier ou en alliage d'aluminium moulé léger. Une écaille est fixée sur la face supérieure de chaque support. Ces supports sont montés sur la chaîne de manutention et sont démontables de la chaîne de manutention.

Des roues équipées de roulement graissés à vie avec revêtement néoprène ou similaire fixées sur chaque extrémité de chaque support d'écaille permet de reprendre l'effort en cas de charges excentrées.

Groupe d'entraînement

Il comprend un ou deux motoréducteurs (Suivant la conception du fabricant) 400 volts 50 Hz. Ces motoréducteurs de classe d'isolation IP 55. Le démarrage du groupe d'entraînement sera fait par variateur de fréquence.

Le titulaire de la présente tranche d'ouvrage veillera particulièrement à la maintenance facile des équipements et des groupes d'entraînement :

- Réglage de la tension du groupe moteur,
- Réglage de la tension de la chaîne d'entraînement.

7.3. Fonctionnement :

L'entraînement du tablier mobile est assuré par l'intermédiaire de système de transmission à friction.

Le Groupe d'entraînement sera spécialement conçu pour permettre un fonctionnement continu et sans à-coups avec un niveau de bruit bas. Le démarrage du groupe d'entraînement sera fait par variateur de fréquence.

Le sens d'entraînement du groupe doit être changé simplement par un remontage symétrique de l'arbre de commande.

La conception du groupe d'entraînement doit être d'une grande robustesse permettant ainsi une maintenance réduite.

7.4. Constitution du carrousel :

- o Le carrousel est constitué de tronçons de différents types.
- o La conception même de ces tronçons évite que les membres inférieurs et supérieurs des personnels soient accidentés par les différents composants en mouvement (chaîne, galet de roulement par exemple)

- Tous ces tronçons sont assemblés entre eux par boulonnage soigneusement freinés et parfaitement alignés de façon à assurer une continuité des voies de roulement de la chaîne de manutention.
- Ils comportent des pieds supports munis de vérins mécaniques de réglage en hauteur avec patins antidérapant.
- L'habillage frontal formant jupe de protection côté manutention
- Le supportage des chemins de câbles : en aucun cas les chemins de câbles ne seront posés directement au sol, sauf dérogation particulière accordée par le responsable de suivi des prestations de L'ONDA,
- Tronçon support motorisation : de conception identique aux tronçons plans droits, il assure le supportage du groupe d'entraînement.
- Tronçons de tension : de conception identique aux tronçons plans droits ils permettent aussi la tension de la chaîne de manutention. Ce système de tension doit offrir une continuité de la voie de roulement (surface plane compatible avec les pressions admissibles par le revêtement de roulement). L'implantation de ces tronçons de tension et des éléments mobiles associés est étudiée de façon à minimiser les temps d'intervention.

8. Table à rouleaux gravitaire :

8.1. Fonction :

Une table à rouleaux est envisagée pour les zones nécessitant une intervention manuelle sur le bagage, elle doit permettre d'accumuler ces bagages en attente d'évacuation.

8.2. Caractéristiques principales :

- Rouleaux zingués, largeur mini 1 000 mm ; longueur mini 2 500 mm à 3 500mm suivant le plan d'implantation,
- Pieds réglable en hauteur,
- Bout de table équipé de rouleau facilitant la récupération des bagages,
- Pas des rouleaux 70 mm,
- Hauteur au point bas 300 mm minimum,
- Rouleau de sécurité éjectable en entrée,
- Cellule de saturation
- Entretoises boulonnées,
- Pieds supports avec embases réglables,
- Butée en extrémité,
- Pente moyenne 5 % pour les tables gravitaires.

9. Volet anti-intrusion :

9.1. Fonction

Fermer l'ouverture du passage bagage à travers un mur entre les zones stérile et publique, afin d'assurer la sécurité et d'éviter la propagation des courants d'air chaud ou froid.

- Entraîné par la présence de bagages sur les convoyeurs en zone public en mode automatique, avec possibilité d'entraînement électrique local, ainsi que l'entraînement mécanique en cas d'urgence,
- Mise en place du côté passagers nécessitant une attention particulière aux finitions du cache de la motorisation.
- Hauteur libre pour passage bagage : 1m

9.2. Conception

Cadre métallique fixé au mur avec 2 profils de guidage et support enrouleur du tablier,

- Tablier à lames d'acier galvanisé ou en aluminium,
- Tambour d'enroulement du tablier avec entraînement à commande électrique par moto réducteur,
- Mécanisme de secours en cas de panne de courant, l'entraînement du mécanisme agit directement sur le réducteur et débraye le moteur,
- Dispositif de sécurité par mécanisme à capteur sensible de sécurité de sur course,
- Deux fins de course haute et basse avec dispositif de sécurité de sur course,
- Capot de protection des organes mécaniques et électriques.
- Fermeture automatique après une temporisation d'absence de bagage dont la durée sera fixée en accord avec le maître d'ouvrage.

10. Rideau à lanières

10.1. Fonction

Installé en zone passagers pour assurer une isolation des courants d'air et une séparation opaque et souple à la traversée d'une cloison entre la zone stérile et la zone d'enregistrement publique.

Les lanières sont relevées par le passage des bagages et reprennent aussitôt leur forme sans déformation avec le vieillissement.

10.2. Conception.

Double rangée largeur, découpées en lanières de 100mm,

- Matière PVC noir lisse, ISO 340,
- Profil de maintien fixé sur la cloison avec cache en inox,

Suivant la dimension de l'ouverture et le type de transporteur, les lanières ont recoupé pour s'adapter à la configuration.

11. Volet coupe-feu :

Ce volet maintient l'intégrité coupe-feu de la cloison, il est de degré CF 2 heure il assurera l'isolation physique en cas d'incendie entre les différentes zones.

Sa commande en montée et en descente est assurée par le système de détection incendie par l'intermédiaire de contacts secs sur bornier, en cas de défaillance la commande doit être basculé à une commande locale par le système de traitement bagages ou manuelle par l'intermédiaire d'une manivelle.

12. Charpente et serrurerie :

Le titulaire dimensionnera les équipements de serrurerie suivant les normes en vigueur.

En outre, le titulaire doit assurer, sous sa responsabilité, la fourniture et l'installation des éléments suivants :

- Les escaliers d'accès,
- Les rails ou tout autre type de protection des équipements,
- Les différents supports et potelets nécessaires aux équipements,

12.1. Escaliers métalliques :

Des escaliers métalliques, de type droit incliné, permettent d'accéder aux différents postes opérateurs et aux différentes zones pour les opérations de la maintenance.

Ils sont composés d'éléments métalliques standards. Les protections habituelles l'équipent. Les marches sont antidérapantes.

Ces escaliers doivent respecter les normes en vigueur, en particulier la norme NM 10.8.858, prescrivant les dimensions des marches ainsi que les critères de forme des rambardes et des garde-corps.

Autres Exigences :

- Hauteur de marche 16cm,
- Giron de marche suivant les contraintes de l'espace,
- Sans contremarche
- Les marches consécutives doivent recouvrir 5cm au maximum.
- Les marches doivent également être conçues en tôle avec un motif antidérapant.
- Blondel recommandé : 60 cm,
- Largeur de l'escalier : minimum 600mm,
- Hauteur de garde-corps rampant : 900 mm,
- Hauteur de garde-corps horizontaux : 1000 mm

12.2. Rails de protection au sol

Ces rails entourent le circuit des chariots à proximité de l'installation de tri bagages, en particulier dans les zones de tri et de chargement, et d'une manière générale, dans tous les locaux où des chariots sont susceptibles de circuler et où des équipements de manutention sont à protéger.

Ils sont interrompus localement pour permettre le passage des opérateurs. Ces rails de protection sont constitués :

- De supports composés d'un tube. Ces supports sont munis en partie inférieure d'une platine et fixés par un cordon de soudure de 10 mm en continu ;
- D'une tôle pliée en forme de U dont l'épaisseur est de 6 mm, emboîtée sur les supports en partie supérieure. La face supérieure et le flanc coté manutentionnaire font 150 mm et l'autre flanc (coté chariots) a une hauteur de 350 mm.

L'ensemble de ces protections reçoit un peinturage de signalisation jaune.

13. Fourniture d'outillage et matériel d'intervention :

Le Titulaire doit fournir un ensemble d'outillage de maintenance pour l'ONDA, constitué des éléments suivant :

- o Deux compositions d'outillage complet de 70 pièces y compris mètre laser et multimètre de marque Facom ou équivalent,
- o Deux unités informatiques mobiles i7 - RAM 8 GB DDR3 -marque HP ou équivalent un sur site le deuxième pour la DI) équipés de logiciels/programme de maintenance et de l'ensemble de la documentation. Le logiciel « avec licence » de maintenance pour permettre de réaliser des opérations de maintenance sur le système ainsi que de modifier la configuration (notamment d'ajouter de nouveaux équipements selon le besoin ou de changer le programme à la demande de l'ONDA).
- o Deux ensembles de câbles de connexion avec l'API et d'interface avec les démarreurs/variateur,

14. Systèmes de supervision et d'exploitation:

14.1. Système de supervision:

14.1.1. Aperçu général :

Reposant sur une plateforme logicielle et matérielle performante, le système SCADA (Supervisory Control And Data Acquisition) permet à l'équipe de maintenance de superviser en temps réel l'état de toutes les parties fonctionnelles de l'installation.

Il permet de contrôler le processus soit sur place, soit à distance, et interagir directement avec les équipements, et ce depuis un emplacement central.

Relié aux serveurs physiques du système, le poste SCADA constitue un terminal graphique adapté à l'installation permettant aux superviseurs du système de contrôler et d'anticiper toute éventuelle défaillance.

14.1.2. Fonctionnalités :

La supervision devra permettre d'assurer pour chaque installation les fonctions suivantes :

- Fonction visualisation de synoptique,
- Fonction pilotage,
- Fonction journal de bord,
- Fonction de sélection de mode de fonctionnement et d'autorisation et
- Fonction archivage et restitution de l'historique des défauts.

Les différentes fonctions doivent être disponibles à partir d'un menu convivial. La possibilité de basculement d'une fonction à l'autre est présente en permanence.

14.1.3. Fonction visualisation de synoptique :

La visualisation du système permet d'avoir une présentation identique et détaillée du processus réel. Différentes vues peuvent être visualisées sur les postes de supervision pour assurer la possibilité d'une visualisations simultanée de plusieurs endroits.

La fonction de visualisation synoptique doit comprendre au moins les spécifications suivantes :

- Un synoptique de type général : donnant une vue synthétiques générale sur l'état actuelle de l'ensemble des composantes du système.
- Des synoptiques de détail accessibles à partir du synoptique général, affichant, suivant la sélection, les éléments de la ligne de convoyage avec des informations synthétiques des équipements qui la compose (allant de l'état des alimentations sur l'armoire de puissance, jusqu'à l'état des modules E/S des automates, passant par les variateurs, actionneurs, capteurs, machine de sûreté...)
- Intégration des équipements de contrôle des bagages, permettant de fournir des informations précises sur la machine de contrôle de sûreté, les échanges d'informations avec le STB, l'état de la communication et du suivi des bagages.
- Un synoptique qui fournit les informations suivantes :
 - o États autorisations distantes,
 - o État fonctionnement (en maintenance/arrêt/nominal/en mode économie...)
 - o État sûreté locale (autorisation fonctionnement des équipements de sûreté en mode local ou distant ou en mode convoyeur) et

- Compteurs de bagages à définir lors des études (En particulier les compteurs doivent donner une information exacte sur le nombre de bagages passant à travers tous les points de déviations, injection, par les machines sûreté, par équipement de tri: ces informations constitueront la base d'optimisation possible sur l'exploitation du système.

Les couleurs principales d'animation seront, à titre indicatif :

- Blanc, à l'arrêt,
- Vert, en service,
- Rouge, en défaut (prioritaire),

Le détail de la visualisation adopté sera approuvé par le maître d'ouvrage avant sa mise en place.

14.1.4. Fonction pilotage :

Le SCADA permet en plus de la visualisation intégrale du système de contrôler et commander les équipements soit à partir des postes déportés du SCADA ou à partir des commandes locales à chaque armoire.

- Le contrôle commande local au niveau des armoires PLC, sera protégé par un mot de passe, et doit permettre :
 - La mise en marche du sous-système,
 - Le pilotage des équipements,
 - Le réglage du mode de sûreté sur la ligne correspondante,
 - La visualisation et la surveillance des états d'alarmes,
 - Le basculement des modes de fonctionnement (Arrêt, mode normal, maintenance,
 - L'acquiescement des défauts : Les défauts nécessitant une intervention humaine sur l'équipement représentant un danger sera uniquement acquiescé à partir de l'armoire locale, et ne peut en aucun cas être acquiescé à partir des postes SCADA,
 - Le basculement entre les entités redondantes.
- Le contrôle centralisé sur le poste SCADA, permettra les mêmes fonctionnalités assurées par chaque commande locale à l'exception des commandes pouvant représenter un risque sur les opérateurs ou le matériel et nécessitant un acquiescement local.

Cette installation est mise en marche et arrêtée soit à partir de la supervision, soit localement, à partir des armoires de contrôle commande.

Le titulaire du présent marché assure le report de l'ensemble des équipements du STB sur Le poste opérateurs de supervision et de maintenance en tenant compte la fourniture et l'installation du réseau reliant les automates avec le PC de supervision et de maintenance.

La structure des réseaux de communication et les logiciels de communications entre équipements, toute l'architecture réseau reliant les automates programmables avec les PC de supervision de la maintenance et d'exploitation est à la charge du titulaire du présent projet.

14.2. Poste d'exploitation :

14.2.1. Aspect général :

Le système de gestion des bagages, communément appelé SAC, constitue la base d'une gestion globale des bagages transitant par l'installation, permettant ainsi une interface avec le système opérationnel de l'aéroport.

14.2.2. Ressources et plateforme matérielle :

Le système est composé, des éléments suivants :

- De point de vue matériel :
 - 2 serveurs installés sur deux Racks physiquement séparés, logés dans deux locaux éloignés (mutualisé avec SCADA),
 - Une station de travail : pour le suivi des opérations d'exploitation dont les détails sont décrits dans le chapitre « stations opérateurs »
- De point de vue software :
 - L'architecture minimale proposée par le titulaire doit être une architecture 3-tiers. Et selon cette architecture les différentes machines virtuelles seront dupliquées et hébergées sur les deux serveurs physiques, avec un système d'exploitation Windows server 2019 (service pack et mise à jour les plus récents) : l'aspect final de cette configuration sera validé avec le Maître d'ouvrage avant sa mise en place.
 - Les connexions des PLC, système opérationnel de l'aéroport, système d'affichage du tri bagage, au SAC sont partagées par les deux serveurs en passant par deux Switch principaux. Si l'un d'entre eux a une défaillance, l'autre peut prendre le relais et répondre aux requêtes de tri de bagages.
 - Base de Données d'Archivage :

La base de données d'archivage (Avec licence) doit être située sur une ou plusieurs machines virtuelles, suivant la configuration retenue. Elle doit stocker toutes les données du système, y compris les vols, les bagages, la configuration et les statuts.

La base de données opérationnelle retient 72 heures de données. Les informations plus anciennes sont transférées à la base de données d'archivage pour 03 mois.

La base de données contient au moins les informations suivantes :

- Informations reçues relatives aux bagages,
- Informations reçues relatives aux vols,
- Statistiques des bagages (Anticipés, traité, non lu, validés...)
- Horodatages des bagages,
- Événements du SAC et du Module de gestion du système.

Pour le système d'exploitation et les logiciels (Des opérations et de maintenance) de la solution de traitement des bagages, le titulaire doit fournir les licences avec support.

Les mises à jour logicielles seront fournies gratuitement pendant la période de garantie et le fournisseur travaillera en étroite collaboration avec l'équipe ONDA pour planifier et déployer ces nouvelles versions logicielles.

- De point de vue Maintenance :

Le système doit permettre au support à distance d'effectuer les mises à jour nécessaires aux logiciels et applications installés.

Le titulaire doit donc fournir et installer tous les composants logiciels et matériel nécessaires pour le fonctionnement du système dans un environnement sécurisé (Antivirus et firewall).

14.2.3. Fonctionnalités :

Le poste d'exploitation exigé assurera les fonctionnalités suivantes :

- Affichage de la liste de vols journalière transmise par le système opérationnel de l'aéroport, et visualisation de la programmation par diagramme Gantt,
- Affichage des statistiques des bagages par vol,
- Affichage des taux de bagages suivant les différents circuits d'aiguillage (Taux de lecture des tags, taux de validation des bagages aux différents niveaux, les temps de décisions opérateurs...

- Information passagers (BSM),

NB : l'accès à certaines fonctionnalités doit être protégé par un mot de passe tel que l'audit des opérateurs de sûreté, et l'affichage des informations des passagers (BSM).

Le programme des vols est automatiquement chargé sur le poste SAC à partir de la connexion établie avec le système FIMS de l'aéroport.

Les deux écrans installés au-dessus des carrousels afficheront les informations suivantes :

- Compagnie et numéro de vol ouvert traité par le carrousel,
- Destination,
- ETD et STD,

14.3. Les postes opérateurs :

Les postes de supervision et d'exploitation se composeront de deux stations de travail professionnelles, avec les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Processeur Intel core i7 « 8ème génération » (quatre cœurs jusqu'à 3,50 GHz, 6 Mo de cache),
- 32GB de RAM,
- Disque dur Système d'exploitation : SSD 1To M.2 classe 40,
- 8 ports USB,
- Dual monitors recommandé Hp ou équivalent, Résolution d'écran minimale 1920x1080,
- Système d'exploitation : Windows 10 ou plus récent 64-bit (service pack et mise à jour les plus récents) ou plus récent,
- Une carte graphique de Type Nvidia, ATI ou équivalent,
- Imprimante noir et blanc HP ou équivalent,

➤ Fourniture de mobilier de bureau :

Chacun des postes de supervision et d'exploitation nécessite la fourniture par le titulaire du mobilier et les équipements suivants :

- Un (01) bureau avec caisson avec serrure posé sur pieds. Le bureau équipé d'un voile de fond dans la même finition que le bureau.
- Un (01) fauteuil avec dossier haut, Piètement 5 branches métalliques chromées sur roulettes, réglage hauteur vérin à gaz, anti-retour de sécurité et réglage latéral, mécanisme synchrone avec blocage multi positions et accoudoirs réglables en polyuréthane,
- (02) fauteuil visiteur : Piètement luge métalliques chromées, dossier standard, accoudoirs en polyuréthane,
- Une armoire haute métallique de rangement de dimensions minimales 1900x1200x450,

L'emplacement des deux postes sera désigné lors de la validation du dossier d'exécution.

15. Contrôle commande et pilotage local des équipements :

Le contrôle commande local doit permettre :

- Le pilotage,
- Le réglage du mode de sûreté,
- La surveillance,
- Le passage en mode maintenance,

- L'acquiescement des défauts,
- L'élaboration d'indicateurs de qualité de service.

Le pilotage d'une entité, est réalisé à partir d'une armoire électrique équipée, sur sa face avant :

- De voyants,
- De boutons poussoirs et commutateurs,
- D'un afficheur, écran type « MAGELIS » ou équivalent.

15.1. Les voyants

Les voyants suivants seront implantés (liste non exhaustive) :

- Présence réseau,
- Arrêt d'urgence par zone d'influence,
- Voyant de défaut.

15.2. Boutons poussoirs et commutateurs

Les boutons poussoirs et commutateurs suivant sont implantés (liste non exhaustive) :

- Bouton lumineux de démarrage en vert,
- Bouton lumineux d'arrêt en rouge,
- Bouton de test des voyants,
- Bouton d'arrêt d'urgence,
- Bouton lumineux d'acquiescement des défauts,
- Commutateur de mode de commande : Distant/local,
- Commutateurs mode de fonctionnement : Normal/Maintenance,
- Commutateur d'acheminement des enregistrements : Ligne 1/ Ligne 2,

En mode maintenance, il doit être possible :

- De commander la mise en marche de l'installation type mode normal et la mise à l'arrêt sans les différentes autorisations présentes,
- D'effectuer les différentes remises à zéros des compteurs utiles à la maintenance.

15.3. Une interface homme/machine

Une interface homme/machine tactile en face de l'armoire de commande du STB permettra de consulter facilement un journal des événements et défauts survenus sur les différentes lignes.

L'interface homme/machine possèdera une interface graphique écran tactile avec visualisation temps réelle afin de visualiser l'état courant des différents équipements du STB.

Cette interface affichera en permanence l'état des différents équipements (synoptique) et les derniers événements (de défaut, AU, etc...) survenus sur l'installation (bandeau d'affichage des messages permettant de voir tous messages reçus et de les faire défiler pour voir les messages antérieurs).

Cette interface homme/machine sera soumise au maître d'ouvrage pour validation.

15.4. Découpage Automate

L'architecture de la partie commande assurera une redondance totale du système, en effet celle-ci sera composée de :

Deux API, dont chacun assure la commande en mode normale de la moitié du système, toutefois en mode dégradé les parties redondante et/ou commune entre les deux parties du système (Ligne de rejet, les enregistrements, ligne de redondance) peuvent être commandé par l'automate opérationnel en cas de défaillance ou d'opération de maintenance sur l'autre automate.

Fonctionnalités rattachées à l'automate

L'automate gère :

- Les modes de fonctionnement (nominal, dégradé, maintenance, test.)
- Les démarrages, les arrêts des différents tronçons,
- Les équipements de convoyage,
- La séparation des bagages par un principe de fenêtrage aux enregistrements,
- Les anticollisions des bagages,
- Le cadencement des bagages amont EDS,
- La communication avec les machines de sûreté,
- Le suivi de décision sûreté des bagages,
- Le suivi du bagage,
- Le suivi de destination sur le système de tri manuel...

16. Equipements électriques

Les équipements de distribution électriques de puissance des installations S.T.B. se composent principalement :

- De 2 armoires de puissance permettant de distribuer et de répartir l'énergie, Chaque armoire sera équipée de batterie de compensation de l'énergie réactive devant garder le facteur de puissance à une valeur supérieure ou égale à 0,8 quel que soit le régime de fonctionnement de l'installation, une note justificative de dimensionnement sera à soumettre au Maître d'ouvrage.

Chaque armoire doit contenir l'appareillage de signalisation, de mesure (Visualisation des valeurs instantanées des paramètres de l'alimentation ; tensions, courant par phase, puissances, facteurs de puissance...) et d'Arrêt d'Urgence en face avant,

- De collecteur de terre
- Des coffrets de raccordements,
- De panneaux synoptiques,
- Des systèmes de sécurité vis à vis des personnels (arrêt d'urgence),
- De pré actionneurs, (contacteurs, variateurs de vitesse, démarreurs),
- De capteurs (fins de courses, cellules photo-électriques, ...),
- D'auxiliaires de commande et de signalisations (sonores et lumineuses),
- d'interrupteurs d'isolement des actionneurs,
- Des chemins de câbles électriques,
- Des câbles électriques,

Tous les sectionneurs, interrupteurs ou disjoncteurs installés dans ces armoires doivent être cadenassables en position ouverte.

17. Interfaces externes

➤ Interface avec les systèmes de l'aéroport :

La connexion avec les systèmes de l'aéroport doit être paramétrée de permettre les fonctionnalités suivantes :

- prendre en compte automatiquement les plans de vols départ et les intégrer automatiquement au SAC. Toute mise à jour du plan de vol ou d'ouverture/fermeture des comptoirs d'enregistrement (Ouverture avancée, fermeture retardée des comptoirs) doivent être prise en compte par le système du traitement bagages.
- récupérer les informations des bagages (BSM) afin d'assurer le tracking et l'identification des bagages.

➤ Interface avec le bâtiment :

La réalisation des réservations, percement et saignés nécessaires pour l'installation du nouveau système de traitement bagages est à la charge du titulaire à l'exception des réservations de passage aux murs de séparation entre la zone publique et la zone stérile.

➤ Interface avec le lot « Courant fort » :

Ce lot fournit les câbles d'alimentation électrique en attente de raccordement pour les armoires de distribution (Armoires de puissance) appartenant aux installations du système de tri bagages départ.

Il appartient au titulaire du marché de :

- Préciser dès le début de son étude l'emplacement des points de livraison d'alimentation de ses équipements.
- Communiquer tous les renseignements nécessaires au dimensionnement des câbles d'alimentation : Bilan de puissance détaillé et optimisé,

Sauf indication contraire du MO lors des études du présent marché les alimentations seront réparties comme suit :

- Attente 1: Alimentation de la ligne 1 y compris l'EDS, carrousel 1, équipements informatique et ligne de rejet.
- Attente 2: Alimentation de la ligne 2 y compris l'EDS, carrousel 2, ligne de traitement des bagages hors format,

➤ Interfaces avec le lot Machine de Sûreté :

La fourniture des machines de sûreté n'est pas incluse dans le présent marché. Cependant l'intégration de ces machines et une prestation commune entre le fournisseur des machines de sûreté et le titulaire du présent marché.

Cette intégration sera faite suivant un protocole d'intégration propre aux machines de sûreté qui seront fournis.

Cette interface permettra:

- La prise en compte de statut de sûreté des bagages : ce statut doit être disponible pour chaque bagage dans son historique enregistré sur la base de données et disponible au niveau de la station de contrôle du tri, y compris les décisions de sûreté à tous les niveaux (Niveau 1, décision automatique de la machine, jusqu'au niveau 4 décision de l'opérateur du contrôle complémentaire) ;
- Le basculement entre les différentes modes de fonctionnement de la machine de sûreté (Mode normal, Mode convoyage, Mode de calibration...) ;
- L'intégration de la machine de sûreté dans la boucle des AU du système ;
- La collecte et la présentation de bilans pour l'audit des opérateurs ;

➤ **Détection incendie :**

Les rideaux coupe-feu de séparation entre la zone publique et la zone stérile doivent être commandés par un contact sec fourni par le système SSI de l'aéroport.

18. Modes de marche et d'arrêt

a. Mode nominal

L'installation fonctionne en mode nominal dès lors que les équipements nécessaires à la réalisation des fonctions sont disponibles, pour absorber le flux de bagages à traiter.

En mode "nominal", la mise en service est effectuée à partir du Bouton poussoir implanté sur chacun des armoires de commande,

Le démarrage est alors effectif et comporte :

- L'activation d'une signalisation sonore et lumineuse avertissant le personnel d'exploitation de la mise en marche imminente du système.
- Le démarrage des machines de contrôle sûreté.
- Le démarrage de l'ensemble des équipements du système lorsque la phase d'initialisation des machines de contrôle est terminée.
- L'arrêt de la signalisation sonore et lumineuse lorsque le système de tri manuel a atteint sa vitesse de fonctionnement.

b. Mode maintenance

Un commutateur général « exploitation/maintenance » est implanté sur l'armoire de contrôle commande de chaque ligne de convoyage.

En position « maintenance » sur le commutateur général, l'ensemble des équipements de la ligne s'arrêtent et sont maintenus à l'arrêt. Chaque équipement peut être commandé localement.

La commande locale est également disponible lorsque le système est en mode nominal, individuellement pour chaque convoyeur.

c. Modes d'arrêt

➤ Arrêt normal

Lorsque le superviseur technique a déclaré la fin de la journée d'exploitation, les convoyeurs sont progressivement arrêtés, de l'amont vers l'aval dès qu'aucun bagage n'est plus présent sur le tapis. Ce mode d'arrêt peut également être initié à partir du poste de supervision.

➤ Arrêt économique

Les convoyeurs s'arrêtent automatiquement dès qu'aucun bagage n'a été injecté sur le convoyeur depuis une durée paramétrée lors de la programmation de la ligne,

➤ Arrêt sur Défaut

Sur la détection d'un défaut nécessitant un arrêt, l'équipement lié au défaut est arrêté automatiquement.

Les équipements en amont se mettent à l'arrêt.

Les équipements en aval restent en fonctionnement jusqu'à la purge complète de l'ensemble des bagages.

L'acquiescement en local du défaut et l'action volontaire sur l'organe de commande de mise en service provoquent une phase de redémarrage de l'installation.

➤ Arrêt sur Arrêt d'Urgence

Sur la détection d'un arrêt d'urgence, tous les équipements du circuit concerné sont arrêtés immédiatement.

Dans le cas d'un arrêt volontaire ou automatique, si un arrêt d'urgence est actionné pendant la phase d'arrêt, tous les équipements du système concerné sont arrêtés immédiatement et l'installation se met en défaut.

➤ Redémarrage après arrêt non normal

Suite à un arrêt sur Arrêt d'Urgence, une alarme apparaît sur le panneau tactile de l'armoire électrique, l'installation redémarre après le réarmement de l'AU et l'acquiescement en local.

Tous ces redémarrages sont accompagnés d'une ou plusieurs signalisations sonores et lumineuses, conformément à la procédure de démarrage

ARTICLE 33 : SPECIFICATION DES PRESTATIONS ATTENDUES

1. Généralités

D'une manière générale, les prestations attendues portent l'étude, le transport, la pose, l'installation et la mise en service des lignes de traitement bagages et leurs maintenance préventive et corrective pour l'ensemble des matériels mécanique, électromécaniques, électrique et de contrôle commande installés et intégré dans le cadre du présent marché. (Y compris carrousels et collecteurs et banques d'enregistrement reconfigurés).

2. Prestations spécifiques exigées

Toutes les prestations incluses dans le présent document sont à la charge du titulaire. En outre, le titulaire doit assurer, sous sa responsabilité :

- La réalisation des études de conception et d'exécution : FDS, FMD, plans d'agencement global et de détail et les schémas électriques.
- La pose, installation, câblage, alimentation et la mise en service des nouveaux équipements fournis dans le cadre du présent marché,
- L'intégration des équipements de la zone d'enregistrement existante y compris la fourniture de câbles d'alimentation et de contrôle commande et accessoires nécessaires,
- La reconfiguration des carrousels de tri suivant le plan guide et leur remise en service et intégration dans le système de supervision y compris câblage d'alimentation et de contrôle commande,
- L'intégration des équipements de sûreté (EDS 3 et Machine à RX),
- L'alimentation des équipements de sûreté à partir des armoires de distribution du STB y compris câblage,
- La signalisation d'identification des zones à risque d'écrasement et la signalisation des équipements du STB,
- La protection des installations pendant toute la durée du chantier.

- L'assurance de la qualité : application du plan d'assurance de la qualité y compris celui appliqué chez ses propres co ou sous-traitants.
- La programmation et le paramétrage des automates,
- La réalisation des essais et tests aux différents stades du projet et la fourniture des cahiers et des fiches d'essais,
 - Les contrôles (vérification du câblage, des installations électriques,etc.).
 - Essais unitaires,
 - Essais d'intégration,
 - Essais d'ensembles,
 - Vérification service régulier.
- La fourniture des plans et schémas As-built,
- La formation du personnel de maintenance et d'exploitation,
- La maintenance pendant la période de garantie,

Prestations liées au contrôle/commande Le titulaire du marché, doit réaliser une étude spécifiant les éléments suivants :

- L'architecture matérielle pour l'automatisme et les réseaux,
- Les analyses fonctionnelles détaillées de l'automatisme,
- Les schémas électriques associés aux automatismes,
- Les spécifications de l'intégration des équipements de contrôle,
- Le développement des programmes des lignes et leurs paramétrages,

3. Prestations liées aux ouvrages et équipements mécaniques

- Les études détaillées : les études FDS et FMD, les plans d'agencement globaux sous format 2D (pdf et dwg) et 3D (rvt ou ifc),
- La fabrication, la fourniture et le montage des équipements et sous-ensembles : convoyeurs, habillages, protections, structures, panneaux grillagés, etc...,
- la réalisation des revêtements peinture de tous les équipements y compris les carrousels reconfigurés,

4. Système d'information

- Le développement des logiciels applicatifs spécifiques pour la supervision et l'exploitation du système,
- Le paramétrage des logiciels et leur adaptation aux besoins de l'aéroport,
- Les études détaillées d'architectures matérielles pour l'informatique et les réseaux,
- La fourniture, le montage et le câblage des équipements et sous-ensembles informatiques : serveurs, switches, passerelles, postes de travail, etc...,

5. Installation et mise en service

L'entrepreneur assurera en totalité et sous sa responsabilité l'installation et la mise en service des équipements qu'il aura reconfiguré, intégré, fourni et posé sur le site de l'aéroport d'Agadir. Il prendra à sa charge tous les travaux annexes à l'installation et la mise en service (mécaniques, d'électricité, de câblage et d'adaptation aux équipements existants

L'entrepreneur assurera en totalité et sous sa responsabilité toutes les contraintes d'exploitations de l'aéroport au moment de l'installation du présent projet, afin d'assurer un phasage adapté permettant la continuité de service sur la plateforme.

ARTICLE 34 : ESSAIS ET TESTS D'ACCEPTATION

Lors de la réception provisoire des installations, il sera procédé à tous les essais de bon fonctionnement.

Les essais porteront sur la vérification de la bonne présentation des matériels et de la conformité de leurs caractéristiques aux spécifications techniques du présent marché.

L'ONDA se réserve le droit de demander tout essai ou contrôle supplémentaire jugé nécessaire.

ARTICLE 35 : ENTRETIEN ET DÉPANNAGE / GARANTIE

Durant la période de garantie, le prestataire assurera à sa charge toutes les interventions de maintenances préventive et corrective à savoir :

- La maintenance, l'entretien préventif et systématique du système de traitement des bagages au départ suivant un planning qui sera élaboré conjointement avec le maître d'ouvrage et respectera toutes les contraintes d'exploitation.
- Au cours de cette année, tout équipement ou pièces de rechange nécessaire à la maintenance sera à la charge du titulaire.
- Les interventions de maintenance corrective seront également à la charge du titulaire, les pièces de rechange ainsi que les fournitures nécessaires au dépannage seront à la charge du titulaire.
- Les installations en panne seront remises en service dans les délais impartis.
- Une présence physique d'un technicien de maintenance en permanence (24h/24 et 7j/7) est exigée dans le cadre du présent marché, ainsi pour les opérations de maintenance nécessitant un renfort, le titulaire doit assurer les ressources humaines nécessaires.

ARTICLE 36 : PLANS D'EXÉCUTION.

Les plans guides sont joints au présent cahier des charges à titre indicatif, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur et doivent être validés par le maître d'ouvrage avant le commencement des travaux.

ARTICLE 37 : FORMATION

1. Formation des techniciens sur site

L'entrepreneur devra assurer à ses frais, la formation complète (pratique et théorique), afférente à la maintenance des équipements, et l'exploitation du système, objet du présent marché en faveur des techniciens de maintenance de l'ONDA.

Cette formation sera en langue française et se déroulera pendant la période d'essais et de mise au point sur le site de l'équipement objet du présent marché pendant une durée de deux jours (05) jours ouvrables sur site (03 jours pour la formation de la maintenance, et 02 jours pour la formation d'exploitation). Cette période de participation aux essais permettra

de vérifier l'acquisition des compétences et éventuellement compléter les formations. Le titulaire doit préparer un programme et un calendrier de formation relative :

- Aux matériels composant les équipements : mécaniques et électriques
- A l'exploitation,
- A la maintenance du système de traitement des bagages.

Le titulaire doit ainsi fournir à chaque participant :

- Un support imprimé et sur clé USB de la formation,
- Un bloc-notes et stylo,

ARTICLE 38 : DOCUMENTATION

Le prestataire devra fournir en langue française, les éléments suivant en cinq exemplaires:

- Livrable des études : FDS, FMD (Y compris la liste des composants et la liste des pièces de rechange), en cinq exemplaires imprimé,
- Dossier d'installation : après exécution des travaux, l'entrepreneur fournira à l'ONDA les plans de recollement (Plans d'agencement mécaniques, plans de détail, les schémas électriques et de contrôle/commande)
- Documentation technique : pour chacun des matériels composant l'installation, l'entrepreneur remettra lors de la réception provisoire, les fiches techniques,
- Manuel de maintenance,
- Manuel d'exploitation,
- Toute la documentation susmentionnée sur supports amovibles (USD)

ARTICLE 39 : DEFINITIONS DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du C.C.A.G.T.

Prix n° 1 : Fourniture de la ligne HF: Table de pesage Hors Format

Ce prix rémunère la fourniture d'une table de pesage motorisée pour les bagages hors format avec pupitre de commande, afficheurs et accessoires qui répondent aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et conformément au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, Payé à l'ensemble au prix n°1

Prix n° 2 : Fourniture de la ligne HF: Convoyeurs d'acheminement amont RX

Ce prix rémunère la fourniture d'un convoyeur d'acheminement des bagages hors format vers la machine de sûreté avec des rives en tôle peints conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et conformément au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°2

Prix n° 3 : Fourniture de la ligne HF : Table à rouleaux pour bagages HF

Ce prix rémunère la fourniture d'une table à rouleaux gravitaire pour les bagages hors format suivant les caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'unité au prix n°3

Prix n° 4 : Fourniture de collecteur avec habillage en acier inoxydable

Ce prix rémunère la Fourniture d'un convoyeur collecteur des bagages à l'enregistrement pour la collecte des bagages des comptoirs 1 et 2, avec habillage en acier inoxydable et toutes les accessoires qui doit répondre aux caractéristiques techniques décrites dans le

présent CPS et conformément au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°4

Prix n° 5 : Fourniture de rideau anti-intrusion avec rideau à lanières

Ce prix rémunère la fourniture de Volet anti-intrusion équipé de rideau à lanières pour les passages de convoyeurs de la zone publique vers la zone de traitement bagages, qui doit répondre aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°5

Prix n° 6 : Fourniture de rideaux coupe-feu

Ce prix rémunère la fourniture de rideaux motorisé coupe-feu pour l'obturation des réservations de passage des convoyeurs de la zone publique vers la zone stérile en cas d'incendie ces rideaux doivent être fournis avec une attestation de conformité attestant le degré de résistance au feu tel qu'exigé dans le présent CPS (2heures), y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°6

Prix n° 7 : Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement/ Cadencement amont EDS

Ce prix rémunère la fourniture des convoyeurs d'acheminement et de cadencement droit amont EDS, y compris toutes les accessoires (Variateur/démarrateur, cellules, codeur...) conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°7

Prix n° 8 : Fourniture de convoyeurs courbes d'acheminement amont EDS

Ce prix rémunère la fourniture des convoyeurs courbes d'acheminement amont EDS, y compris toutes les accessoires (Variateur/démarrateur, cellules, ...) conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°8

Prix n° 9 : Fourniture de contrôleur de gabarit amont EDS

Ce prix rémunère la fourniture de contrôleur de bagages hors gabarit amont EDS équipé d'une signalisation sonore et visuelle pour l'alerte en cas de présence de bagage hors gabarit ; y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°9

Prix n° 10 : Fourniture de convoyeurs d'acheminement à sens unique aval EDS

Ce prix rémunère la fourniture de convoyeurs droits de cadencement et suivi des bagages aval EDS standard 3 avec un seul sens de fonctionnement, conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; chaque convoyeur devra être équipé de variateur de vitesse adapté, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°10

Prix n° 11 : Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement à double sens aval EDS

Ce prix rémunère la fourniture de convoyeurs droits de cadencement et suivi des bagages aval EDS standard 3, avec deux sens de fonctionnement permettant l'acheminement des bagages vers les deux carrousels, conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; chaque convoyeur devra être équipé de variateur de vitesse adapté, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°11

Prix n° 12 : Fourniture de convoyeurs d'acheminement courbe double sens aval EDS

Ce prix rémunère la fourniture des convoyeurs courbes double sens d'acheminement et de suivi des bagages aval EDS, y compris toutes les accessoires (Variateur, cellules, ...) conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°12

Prix n° 13 : Fourniture de convoyeurs d'injection sur carrousel

Ce prix rémunère la fourniture de convoyeurs droits d'injection de bagages sur les deux carrousels, avec tous les accessoires nécessaires (Variateur, cellules, ...) conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint ; chaque convoyeur devra être équipé de variateur de vitesse adapté, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°13

Prix n° 14 : Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement des bagages rejetés à sens unique

Ce prix rémunère la fourniture de convoyeurs droits d'acheminement et suivi des bagages rejeté au niveau 1 (Décision machine EDS) et 2 (Décisions des opérateurs de sûreté) avec un seul sens de fonctionnement, conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°14

Prix n° 15 : Fourniture de convoyeurs droits d'acheminement des bagages rejetés à double sens

Ce prix rémunère la fourniture de convoyeurs droits d'acheminement et suivi des bagages rejeté au niveau 1 (Décision machine EDS) et 2 (Décisions des opérateurs de sûreté) avec deux sens de fonctionnement suivant la décision opérateur niveau 3 et le carrousel de tri dédié, conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°15

Prix n° 16 : Fourniture d'un carrousel plat à écailles souples

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture de carrousel plat à écaille souple pour le tri manuelle des bagages au départ.

Prix n° 17 : Fourniture de table à rouleaux pour bagages rejetés

Ce prix rémunère la fourniture d'une table à rouleaux gravitaire pour les bagages rejeté au niveau 3 suivant les caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'unité au prix n°17

Prix n° 18 : Fourniture d'escaliers métalliques

Ce prix rémunère la fourniture d'ensemble d'escaliers métalliques permettant l'accès aux différentes zones de l'installation conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS et au plan guide ci-joint, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°18

Prix n° 19 : Fourniture de panneaux grillagés et portes d'accès grillagés

Ce prix rémunère la fourniture d'une clôture en panneaux grillagés de hauteur minimum de 2.00m de l'ensemble des zones sensibles équipé de portes grillagées permettant au personnel autorisé d'y accéder, conformément aux caractéristiques techniques décrites dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé au mètre linéaire au prix n°19

Prix n° 20: Fourniture de protection métallique pour le circuit de circulation

Ce prix rémunère la fourniture d'une protection métallique de la zone de circulation chariot conformément au descriptif technique décrit dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé au mètre linéaire au prix n°20

Prix n° 21 : Fourniture d'ensemble d'onduleurs de fonctionnement globale de STB

Ce prix rémunère la fourniture d'un ensemble d'onduleurs permettant l'alimentation en réseau ondulé des équipements suivant :

- Serveurs : 2 onduleurs d'une autonomie de 1h minimum,
- Poste SAC et SCADA : Un onduleur pour chaque poste d'une autonomie minimale de 1h,
- Un onduleur par armoire de contrôle permettant la protection des transformateurs de commande avec une autonomie minimale de 30mn,
- Un onduleur par écran d'affichage avec une autonomie de 30mn minimum,

Payé à l'ensemble y compris toute sujétion au prix n° 21.

Prix n° 22 : Fournitures d'ensemble de lecteurs code à barres (360°)

Ce prix rémunère la fourniture Le portique de lecture code à barres 360 degré qui permet de lire le code barre imprimé sur les étiquettes des bagages et ce, quel que soit la position conformément au descriptif technique décrit dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°22.

Prix n° 23 : Fourniture de câbles, chemin de câbles et armoire de distribution électrique

Ce prix rémunère la fourniture de câbles, chemins de câbles suivant l'étude préalablement établie par le titulaire et validé par l'ONDA, y compris un câble d'alimentation raccordé à l'armoire de distribution principal de l'aéroport existant à la zone de tri bagages avec protection, ainsi que l'armoire de distribution électrique y compris dispositif de compensation de l'énergie réactive et dispositif de mesure et d'affichage des valeurs instantanées des grandeurs électriques conformément au descriptif technique décrit dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°23.

Prix n° 24 : Fourniture d'ensemble d'armoire PLC et d'accessoire de contrôle commande

Ce prix rémunère la fourniture d'armoire de contrôle commande avec automate, modules I/O, modules d'alimentation, ainsi que tous les accessoires nécessaires pour le contrôle et la commande des équipements de l'installation conformément au descriptif technique décrit dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°24.

Prix n° 25 : Fourniture d'ensemble d'équipements informatiques

Ce prix rémunère la fourniture de l'ensemble des serveurs, postes, PC portables, imprimantes et switches réseaux nécessaires au fonctionnement de l'installation, conformément au descriptif technique décrit dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°25.

Prix n°26 : Fourniture de mobilier de bureau pour les postes de maintenance et d'exploitation

Ce prix rémunère la fourniture d'un ensemble de mobilier de bureau pour les postes de supervision/maintenance et exploitation tel que décrit dans les spécifications techniques du présent CPS à l'article dédié, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°26.

Prix n°27 : Fourniture d'un bureau opérateur à la zone des bagages rejetés

Ce prix rémunère la fourniture d'un bureau en cloison amovible avec faces vitré avec adessif à une hauteur d'environ 1,20m, avec unité de climatisation, câblage et accessoires électriques (prises et éclairage) conformément au plan guide ci-joint et aux spécifications techniques du présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°27.

Prix n°28 : Fourniture de logiciels d'exploitation et de supervision avec licence

Ce prix rémunère la fourniture de logiciels d'exploitation et de supervision avec licence d'un poste chacun avec paramétrage adapté à l'installation objet du présent marché conformément aux spécifications techniques du présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°28.

Prix n°29 : Fourniture de logiciel de programmation des API avec licence

Ce prix rémunère la fourniture de logiciel de programmation des automates des lignes de traitement bagages avec les programmes des lignes conformément aux spécifications techniques du présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°29.

Le logiciel « avec licence » de maintenance non verrouillé pour permettre de réaliser des opérations de maintenance sur le système, ainsi que de modifier la configuration (notamment d'ajouter de nouveaux équipements selon le besoin ou de changer le programme à la demande de l'ONDA, dans aucun cas le programme/logiciel ne pourra être portant un code ou verrouillé tant que notre projet sera extensible par la suite).

Prix n° 30 : Fourniture des écrans FIDS y compris supports et câblage

Ce prix rémunère la fourniture des écrans FIDS y compris supports et câblage tel que décrit dans les spécifications techniques du présent CPS à l'article dédié, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°30.

Prix n° 31 : Démontage des lignes existantes et transport jusqu'à zone de stockage

Ce prix rémunère au forfait le Démontage des lignes existantes et transport jusqu'à zone de stockage, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°31.

Prix n° 32 : Reconfiguration de carrousel y compris toute sujétion

Ce prix rémunère la reconfiguration de carrousels et qui nécessite les interventions suivantes :

- Démontage des carrousels
- Nettoyage des supports d'écailles, des écailles, de la chaîne d'entraînement, des rails de guidage et du groupe moteur.
- Changement des accessoires mécanique défectueux
- Lubrification et graissage de toutes les articulations des carrousels
- Peinture des tôles des carrousels (la couleur à valider par maître d'ouvrage)
- Rassemblement des éléments des deux carrousels, y compris les deux groupes moteurs pour la constitution de la nouvelle configuration suivant le plan guide,

- Fourniture de variateur de fréquence pour les deux groupes moteurs,
- Fourniture de boutons d'arrêt d'urgence pour le carrousel y compris câblages conformément à la réglementation en vigueur,
- Fourniture des chemins de câbles, des câbles d'alimentations et des câbles de commande électrique

, payé à l'ensemble au prix n°32.

Prix n° 33 : Pose et installation des nouvelles lignes de traitement bagages.

Ce prix rémunère la Pose et installation des nouvelles lignes de traitement bagages, y compris toute sujétion,

Cette installation consiste à :

- Le montage de l'ensemble à savoir les convoyeurs, le passage des chemins de câbles, câblage, branchement des accessoires électriques, ...Etc.
- La bonne pose des appareils et matériels associés
- L'installation de tous les équipements associés (station opérateurs, ...) et de mettre en œuvre les raccordements électriques et aux réseaux de communications entre les différents éléments du système ainsi que les raccordements entre ses différents équipements,
- Toutes les opérations de manutention, la pose, l'installation, l'intégration, la mise en service et les essais de bon fonctionnement des appareils et des matériels associés,
- Le démontage des panneaux grillagés existants et leur montage pour le déplacement de la voie de circulation,
- **Le phasage des travaux pour assurer la continuité de service aux comptoirs d'enregistrement,**
- Gérer les chaînes de sécurité d'arrêt d'urgence entre l'appareil et le STB dans les deux sens de commande (du STB vers l'appareil et de l'appareil vers le STB)
- L'entrepreneur assurera en totalité et sous sa responsabilité toutes les contraintes d'exploitations de l'aéroport au moment de l'installation du présent projet

y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°33

Prix n° 34 : Ajustement mécanique, câblage et intégration des équipements d'enregistrements existants

Ce prix rémunère la prestation d'ajustement mécanique, câblage et intégration des équipements d'enregistrements existants avec la fourniture de toute pièce défectueuse (Photocellule, capteur...) et des pré-actionneurs pour les collecteurs, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°34.

Prix n° 35 : Intégration des machines de sûreté (EDS3)

Ce prix rémunère L'Intégration des équipements de sûreté (EDS3) dans le système de traitement des bagages en concertation avec le fournisseur des équipements de sûreté, La marque de l'EDS standard 3 à intégrer dans système de traitement des bagages sera défini

lors des études avant exécution, l'interface sera réalisé conformément au descriptif technique dans le présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°35

Prix n° 36 : Interfaçage avec les machines RX (Ligne OOG et bagages rejetés)

Ce prix rémunère l'Interfaçage avec les machines RX (Ligne OOG et bagages rejetés), cette interface permettra l'actualisation de statut des bagages au poste d'exploitation en plus des fonctionnalités décrites dans les spécifications techniques du présent CPS.

Prestation payée à l'ensemble au prix n°36 y compris toute sujétion.

Prix n° 37 : Paramétrage de l'interface avec les systèmes d'information de l'aéroport

Ce prix rémunère le paramétrage de l'interface avec les systèmes d'information de l'aéroport, permettant la récupération du plan de vol et des BSM des bagages y compris toute sujétion, payé au forfait au prix n°37.

Prix n° 38 : Tests et essais : Essais en usine et precommissioning de l'installation sur site (Tests unitaires, d'intégration et fonctionnels et SAT)

Ce prix rémunère les Tests et essais : FAT par les représentants du maître d'ouvrage, essais du fabricant en usine et precommissioning de l'installation sur site (Tests unitaires, d'intégration et fonctionnels et SAT), y compris toute sujétion, payé au forfait au prix n°38.

Prix n° 39: Mise en service de l'installation

Ce prix rémunère la Mise en service de l'installation, y compris la maintenance pendant la période de garantie tel que décrite dans les spécifications techniques du présent CPS, y compris toute sujétion, payé au forfait au prix n°39.

Prix n° 40 : Livrables documentaires : Spécifications fonctionnelle de la conception, Etude FMD, Manuels de maintenance, Manuels d'exploitation, Schémas et plans As-Built

Ce prix rémunère la fourniture des Livrables documentaires : Spécifications fonctionnelle de la conception, Etude FMD, Manuels de maintenance, Manuels d'exploitation, Schémas et plans As-Built, conformément au spécification de forme décrit dans les articles correspondants du présent CPS, y compris toute sujétion, payé à l'ensemble au prix n°40.

Appel d'offres ouvert N° 164-22-AOO

Fourniture, installation et mise en service de système de traitement bagages au départ à l'aéroport d'Agadir Al Massira

<p>Direction concernée</p> <p>K. Sissi  Chef de Service Electromécanique ONDAI Abderrahim BENHOUD</p> <p> Chef de Service Electromécanique Directeur des Infrastructures M. Lhiss TELMEM</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p> Le Directeur des Achats et de la Logistique Abdellah BOUKHLOUF</p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p>127 OCT 2022</p> <p> La Directrice Générale Habiba LAKLALECH</p> <p></p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	